



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

marchés financiers internationaux

Question au Gouvernement n° 665

Texte de la question

CRISE FINANCIÈRE

M. le président. La parole est à M. Jean-Claude Sandrier, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Jean-Claude Sandrier. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre.

Face à la crise grave qui nous frappe, le Président de la République et sa majorité tentent de nous expliquer que le système capitaliste n'y est pour rien, et votre politique non plus... Mais quand l'enrichissement de quelques-uns repose sur la détérioration des conditions d'existence du plus grand nombre - chômage, précarité, baisse du pouvoir d'achat, laminage de l'assurance-maladie et des retraites -, quand vous acceptez que des actions rapportent 10, 15, 20 % par an, alors que la croissance et les salaires n'augmentent que de 2 %, quand vous faites en sorte, par le bouclier fiscal et autres exonérations, que les 500 plus grandes fortunes de France se retrouvent à posséder aujourd'hui 14 % de la richesse nationale, contre 6 % seulement il y a dix ans, vous êtes coupables, comme tous les libéraux dans ce monde, d'avoir " soutenu ", selon les termes de Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie, " une doctrine politique au service d'intérêts privés " (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe GDR et du groupe SRC. - Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Ce système que vous avez porté aux nues, c'est celui de la libéralisation totale des marchés financiers, de l'inscription dans le traité européen de la liberté totale de circulation des capitaux, de la liberté totale des banques, de la liberté totale de déréglementer et d'anéantir les services publics. Cette liberté pour quelques-uns asservit tous les autres !

Il devient donc urgent de supprimer les paradis fiscaux et le bouclier fiscal, de taxer les transactions financières et les revenus financiers, d'augmenter les salaires, les retraites et les pensions pour relancer l'économie et l'emploi, de permettre un crédit à taux faible aux entreprises qui investissent et créent des emplois, en pénalisant ceux qui spéculent, de renoncer à privatiser la Poste, de constituer un pôle bancaire public.

C'est pourquoi nous vous demandons d'accepter la création d'une commission d'enquête parlementaire sur la crise du capitalisme et d'organiser en urgence un débat à l'Assemblée nationale, comme nous l'avions réclamé dès le 17 septembre ! (" Très bien ! " et applaudissements sur les bancs du groupe GDR et sur quelques bancs du groupe SRC.)

M. le président. La parole est à Mme Christine Lagarde, ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi. Mme Christine Lagarde, *ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi*. Monsieur le président, mesdames et messieurs les députés, monsieur le député, permettez-moi d'abord de vous dire que cette crise d'une exceptionnelle gravité, comme l'a indiqué le Premier ministre (*Exclamations sur les bancs du groupe GDR et sur quelques bancs du groupe SRC*), n'est pas la crise du libéralisme ou du capitalisme (*Exclamations et rires sur les bancs du groupe SRC et du groupe GDR*) : elle résulte tout simplement d'une dérégulation du libéralisme. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC et du groupe GDR.*)

M. Pascal Terrasse. Quel dogmatisme !

Mme Christine Lagarde, *ministre de l'économie*. C'est précisément l'honneur et l'ambition du gouvernement, sous l'autorité du Président de la République et du Premier ministre, que de reconstruire les règles qui assurent le bon fonctionnement des marchés et permettent un libéralisme intelligent et favorable à l'entreprise et à l'emploi.

Vous avez énoncé toute une série d'éléments ; je voudrais simplement vous rappeler qu'en matière économique, il se produit parfois des choses quelque peu inattendues.

M. Jacques Desallangre. Ah oui !

Mme Christine Lagarde, *ministre de l'économie*. Ainsi, qui aurait imaginé qu'en l'espace de six semaines, le prix du baril de pétrole baisserait de 30 % ? Qui aurait imaginé, il y a seulement quelques mois, que l'inflation diminuerait et passerait probablement en dessous de 3 % à la fin de l'année ? Qui aurait imaginé, il y a seulement six mois, que la croissance serait ramenée à 1 % ? (*Vives exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*) Ni vous, ni moi, ni nous ! Tout simplement parce que la crise financière est venue bouleverser un certain nombre de prévisions et de mécanismes.

Notre détermination est de tout faire pour favoriser une meilleure réglementation, pour favoriser la transparence sur les marchés financiers, pour soutenir les PME et leur assurer l'accès au financement de leur développement, et pour que nos concitoyens ne souffrent pas trop de la crise internationale en ce qu'elle affecte l'économie française. Nous nous y emploierons, et nous nous y employons déjà tous les jours ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

M. André Gerin. On se f... de notre gueule !

M. le président. Monsieur Gerin, je vous en prie !

Données clés

Auteur : [M. Jean-Claude Sandrier](#)

Circonscription : Cher (2^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 665

Rubrique : Marchés financiers

Ministère interrogé : Économie, industrie et emploi

Ministère attributaire : Économie, industrie et emploi

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 2 octobre 2008

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 2 octobre 2008